

CAHIER D'HISTOIRE IMMÉDIATE

41

2012

*Comprendre le XXI^e siècle
(1991-2011)*

Tome I : Aspects internationaux

Coord. Laurent JALABERT

Comprendre le XXI^e siècle (1991-2011)

Généalogie du mouvement altermondialiste en France

par Olivier FILLIEULE¹ et Isabelle SOMMIER²

Depuis la fin des années 1990, la production scientifique autour de la résistance à la mondialisation néo-libérale a crû de manière continue, suivant en cela la multiplication des événements considérés comme s'y rattachant (contre sommets, forums sociaux, manifestations dites transnationales, etc.) mais aussi des logiques de concurrence propres aux champs scientifiques concernés, au premier rang desquels la sociologie des mouvements sociaux et l'étude des relations internationales. Pour autant, il n'est pas sûr que l'efflorescence littéraire suscitée par les protestations altermondialistes ait encore débouché sur des résultats bien fructueux. A cela plusieurs raisons. D'une part, la rencontre et l'hybridation sur un même terrain de sous disciplines aussi différentes que la

¹ Professeur de sociologie politique à l'université de Lausanne.

² Professeur de sociologie à l'Université Paris I.

sociologie des mouvements sociaux et des relations internationales a contribué à brouiller durablement la définition de l'objet d'étude. D'autre part, à l'instar des spécialistes des nouveaux mouvements sociaux (ci-après NMS) dans les années 1970, les chercheurs dans le domaine ont sans doute trop vite sacrifié à la pression de la demande sociale, et, sommés de dire la vérité de ce mouvement, ont bien souvent repris à leur compte le discours que les acteurs eux-mêmes tenaient sur leurs pratiques, proclamant la naissance d'UN mouvement, dont la radicale nouveauté tiendrait notamment à son caractère véritablement « transnational », reflétant l'émergence d'une « société civile internationale », car se développant concomitamment dans différents pays, car ciblant des organisations internationales, car s'intéressant à des causes « globales », car agissant selon des modalités en partie internationales ou internationalisées.

Depuis peu, et en partie sous l'effet des mises en garde répétées de quelques chercheurs, cette histoire enchantée DU mouvement fait l'objet d'un questionnement critique. Au-delà de leur proclamée nouveauté, quels sont les circuits d'émergence des luttes altermondialistes, quelles en sont les sources intellectuelles mais aussi organisationnelles et militantes ? Au-delà de l'idée trop simple selon laquelle le mouvement altermondialiste serait né en réponse aux transformations du capitalisme mondial, comment peut-on rendre compte sociologiquement de la mise en forme progressive d'une coalition d'intérêts apparemment unie autour de la dénonciation des méfaits de la mondialisation, de la nécessaire solidarité entre Nord et Sud, de la volonté enfin d'instaurer une démocratie réellement participative ? Enfin, plutôt que de considérer *a priori* que l'on a affaire ici à UN mouvement transnational, ne vaut-il pas mieux poser la question autrement, en partant des conditions de possibilités pour des luttes protestataires de se diffuser de pays à pays, pour des groupes contestataires de nouer des relations transfrontières et éventuellement, de construire des formes transnationales d'organisation et de lutte ?

Pour répondre à ces questions, sans doute est-il préférable de suivre pas à pas l'écllosion et le développement de la mobilisation anti-globalisation dans un espace précis, ce que nous nous proposons de faire ici à partir du cas français. L'analyse contextualisée de ses conditions d'émergence et de développement permet de la resituer, et donc de la rendre intelligible, dans un cycle de protestations qui lui est antérieur et la rend possible. Une telle

démarche autorise ainsi de nuancer les deux caractéristiques supposées du GJM. Sa nouveauté radicale s'avère toute relative tant elle mobilise des réseaux en grande partie pré-existants. Son orientation voire son essence transnationale apparaît à l'examen rien moins qu'évident, mais plutôt le fruit de contraintes et d'opportunités propres à l'espace protestataire national, et par conséquent à géométrie variable.

Les activistes français ont sans aucun doute joué un rôle central dans l'émergence du mouvement altermondialiste. Certains mouvements sociaux qui se sont développés dans notre pays apparaissent rétrospectivement précurseurs, et les Français furent parmi les premiers à construire cette nouvelle cause à la fin des années 1990 (1^{ère} partie). Une approche généalogique permet de resituer le mouvement altermondialiste dans l'histoire longue de la reconfiguration de l'espace militant depuis le milieu des années 1980 et de son autonomisation progressive du champ politique. « Mouvement des mouvements », il apparaît comme un rassemblement variable et changeant d'organisations diverses dont la plupart portent des causes antérieures, mais qui doit son unité à l'importance des multi-appartenances militantes. Nous concluons en voyant comment, à partir de 2005, les organisations les plus centrales de la nébuleuse altermondialiste français reconcentrent les énergies militantes dans l'espace domestique jusqu'à envisager un débouché électoral à leur lutte en vue des élections présidentielles de 2007.

LES ETAPES DU MOUVEMENT ALTERMONDIALISTE

Les militants européens ou américains qui s'identifient à la mouvance altermondialiste disent lire ou en tout cas citent des auteurs de nationalités diverses : Noam Chomsky, Naomi Klein, Toni Negri, Pierre Bourdieu, José Bové, Christophe Aguiton, Arundhati Roy. Ils reconnaissent également des moments communs ou fédérateurs à dimension internationale qui auraient rendu possible l'invention de la nouvelle cause : le Sommet de la Terre de Rio Janeiro pour les écologistes (1992), le zapatisme (1994), Jubilee 2000 pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde, la lutte contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en 1998, les Euromarches contre le chômage, la précarité et les exclusions de 1999, etc. Mais dans le même temps, ils fournissent des dates fondatrices qui leur sont propres et auxquelles ils

confèrent une résonance supérieure aux précédentes – *a fortiori* à la mobilisation de Seattle, présentée comme La date fondatrice. Suivant les cas, ces événements générateurs précèdent celle-ci ou lui succèdent, sont à stricte dimension domestique ou européenne, mais jamais ils ne débordent au-delà des frontières du continent.

La France à l'avant-garde

La nouvelle cause naissante à la charnière du millénaire est un phénomène latin partagé entre le Brésil et deux pays européens en particulier : l'Italie et la France, qui y contribue de deux manières. D'une part, elle lui fournit un porte drapeau avec l'association ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne), née en 1998, qui popularise le cadre interprétatif (ou qui lance l'appel à lutter), "lutte contre la globalisation néolibérale". Elle participe d'autre part à l'invention d'une forme mi-organisationnelle, mi-mode d'action, lui conférant sa spécificité, son « ton » particulier : la forme forum, forme renouvelée du contre-sommet.

Attac constitue évidemment l'organisation centrale de la nébuleuse altermondialiste française bien que ses personnes morales fondatrices, en juin 1998, soient, elles, issues des différentes générations : des plus anciennes aux plus récentes pour les syndicats qui représentent dans leur ensemble la moitié des fondateurs (FGTE-CFDT, FSU, Confédération paysanne, SUD-PTT), mais aussi pour les médias et les collectifs d'intellectuels (*Témoignage Chrétien*, *Le Monde diplomatique*, *Politis*, *Alternatives économiques*, Aitec³, Raisons d'agir) ; des Organisations de solidarité internationale (OSI) des années 1960 aux années 1980 (Cedetim, Crid⁴, Artisans du monde) ; des groupes issus des « Nouveaux

³ L'Association internationale de techniciens, experts et chercheurs (Aitec) a été créée en 1983, dans un objectif de contre-expertise, sous l'impulsion du Cedetim (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale, né en 1966). Elle rassemble des universitaires et professionnels pour conduire des réflexions, par exemple sur les institutions financières et la dette.

⁴ Le Centre de recherche et d'information sur le développement (Crid) a été créé en 1976 par, notamment, le CCFD, la Cimade et Frères des hommes. Il rassemble aujourd'hui 51 organisations de solidarité internationale (OSI) dont le Cedetim qui en obtint la présidence de 1991 à 1998.

mouvements sociaux » - NMS - (Cadac⁵, Amis de la terre) ; des mouvements de « sans » des années 1980-90 (Apeis, Dal, AC!⁶). Une telle structure en oignon est un trait récurrent du mouvement altermondialiste. Le fait que des organisations aussi diverses aient réussi à converger pour lui donner naissance confère à Attac une place essentielle sur le plan de la dynamique contestataire nationale, en plus du rayonnement qu'il acquiert rapidement sur le plan transnational.

Attac est en effet de loin le groupe le plus connu en dehors des frontières avec la création, dès décembre 1998, du « Mouvement international Attac » qui rassemble 38 Attac nationaux. Il va jouer un rôle essentiel, avec les Brésiliens, dans l'émergence de la forme forum et l'invention du premier Forum social mondial à Porto Alegre en janvier 2001. Il remplit également une place laissée vacante, malgré l'Aitec, pour la dimension experte du militantisme altermondialiste que développent ailleurs depuis le milieu des années 1980 des *think tanks* comme *Third World Network* fondé par Martin Khor en 1984 ou encore l'*International Forum of Globalization* créé dix ans plus tard. Son orientation savante est affirmée dès l'article 1 des statuts de ce « mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action » qui se donne « pour objet de produire et communiquer de l'information, ainsi que de promouvoir et mener des actions de tous ordres en vue de la reconquête, par les citoyens, du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du monde. Parmi ces moyens figure la taxation des transactions sur les marchés des changes (taxe Tobin). » Cette place donnée au savoir se traduit par l'existence d'un conseil scientifique de 108 personnes chargées de proposer et conduire des travaux (article 12) qui font l'objet d'une large diffusion par la maison d'édition *Mille et une nuits* du groupe Fayard. L'association va connaître un fulgurant succès : six mois après l'appel initial, elle rassemble 5 000 adhérents, puis 30 000 au faîte de sa gloire, avant de plonger à seuls 10 000 membres aujourd'hui après la sévère crise interne de juin 2006.

⁵ La Cadac (Coordination des associations pour le droit à l'avortement et la contraception) rassemble depuis 1990 31 organisations féministes.

⁶ Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et précaires (née en 1987), Droit au logement (1990) et Agir ensemble contre le chômage ! (1994).

L'idée de tenir le premier Forum social mondial en 2001 à Porto Alegre, en parallèle à celui de Davos, est une initiative conjointe des Brésiliens et des Français, au premier rang desquels ATTAC avec Bernard Cassen et la Via Campesina, une Internationale paysanne créée en 1992 dans le cadre du Mouvement des Sans-terre brésiliens où la Confédération paysanne joue un grand rôle. La délégation française est alors la délégation européenne la plus nombreuse ; elle comprend environ 500 militants. A la seconde édition, en janvier 2002, il est décidé de décliner la forme « forum » à l'échelle continentale, en Europe, sous l'influence majeure des Italiens et, une fois encore, des Français ; le premier Forum social européen se tenant à Florence en 2002 et le second en Ile-de-France l'année suivante en novembre 2003. L'organisation de ce dernier constitue une étape importante pour l'altermondialisme français, après la mobilisation anti-G8 tenue à la frontière franco-suisse du 30 mai au 3 juin où les syndicats (SUD, FSU et CGT) jouèrent un rôle central, mais aussi les ONG de développement comme le Cedetim et des groupes d'inspiration chrétienne.

L'altermondialisme avant l'altermondialisme

Si Seattle voit apparaître la « marque » altermondialiste, la contestation de la mondialisation néolibérale trouve des antécédents. Les dates se bousculent chez les responsables d'organisations qui visent à affirmer leur présence sur ce terrain avant la découverte médiatique et quelquefois, avant d'autres groupes, pour asseoir leur légitimité à être du « mouvement » tant il est vrai que l'espace coopératif de l'altermondialisme est, aussi, un espace de concurrence. Mais seuls quelques événements sont considérés par tous comme véritablement altermondialistes avant 1999 car ils esquissent précisément une configuration d'organisations qui œuvrent plus ou moins régulièrement pour construire des mobilisations multisectorielles autour du *master frame* « lutte contre la globalisation ».

La lutte contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) de l'hiver 1997-98 est souvent présentée comme la mobilisation initiatrice de l'altermondialisme et ce, à plusieurs titres (Mouchard, 2005). 1) Par sa cible tout d'abord : l'OCDE, engagée dans des négociations visant à poursuivre la

libéralisation des conditions d'investissements des multinationales. 2) Par la coalition des acteurs, individus (en premier lieu des cinéastes mobilisés pour la reconnaissance de l'« exception culturelle ») et personnes morales : CGT-Finances, SUD, DAL, AC !, Observatoire de la mondialisation... 3) Par les alliances transnationales qu'ils nouent (par exemple avec Lori Wallach et *Global Citizens*). 4) Par le rôle dévolu à Internet, à la fois comme déclencheur (c'est sur la Toile que le projet a été découvert), comme accélérateur et comme porte-bannière de la mobilisation. 5) Par sa panoplie de modes d'action surtout centrée vers la sensibilisation (pétitions, rassemblement en avril, « semaine d'actions » en septembre, « sommet citoyen » en octobre) et l'expertise (ouvrage, séminaires, contre-projet du « Traité des peuples sur l'investissement »). 6) Par sa réussite enfin, le retrait du gouvernement socialiste de Lionel Jospin qui enterre l'AMI étant attribué (à juste titre ou non, peu importe ici) à la mobilisation. Cette lutte a mis en scène le premier groupe français *ad hoc*, c'est-à-dire centré sur la critique de la mondialisation : l'Observatoire de la mondialisation, qui fonctionne de 1996 à 2002 avec, en particulier, Susan George et Agnès Bertrand, deux figures qui deviendront centrales plus tard dans la galaxie « altermondialiste ».

Cet épisode protestataire fait consensus en raison de sa dimension transnationale. D'autres, eux, strictement hexagonaux, ou pour l'un, européen, participent cependant du récit altermondialiste en ce qu'ils fournissent, *a posteriori*, les cadres constitutifs, en France, de la cause antiglobalisation et ont été portés par les différentes familles de mouvements sociaux qui iront confluer dans la nébuleuse altermondialiste : l'annulation de la dette du Tiers-Monde (1989), la défense du modèle social français (1995), la dénonciation du chômage et de la précarité (1997), la souveraineté alimentaire (1999).

La, ou plus exactement *les* sensibilités tiers-mondistes sont parmi les plus présentes dans les mobilisations altermondialistes et les moins clivantes à la fois en termes de valeurs (elles sont les plus œcuméniques), de traditions nationales (elles sont motrices partout) et de traditions militantes, puisqu'elles brassent depuis une quarantaine d'années des groupes d'origines diverses, des anti-impérialistes d'obédience marxiste jusqu'aux chrétiens. Aussi sont-elles à l'origine, en 1995, de la première campagne internationale incluse rétrospectivement dans la préhistoire de ce que les Anglo-saxons appellent

significativement le « mouvement pour la justice globale » : la campagne « Jubilee 2000 ».

Or, ainsi que l'a montré Eric Agrikoliansky (2005), les thèmes centraux de cette campagne et de ce cadre d'injustice premier de l'altermondialisation (l'annulation de la dette des pays du Tiers-monde, la dénonciation des politiques des institutions internationales qui leur sont imposées, des relations Nord-Sud repensées) avaient déjà été placés au cœur de la célébration du bicentenaire de la Révolution par les associations en juillet 1989. Comme la mobilisation de Seattle puis le premier Forum social mondial dix ans plus tard, il s'agit d'une initiative « citoyenne » (du moins se présentant comme telle) *réactive* à celle du pouvoir politique lancé de son côté dans une commémoration officielle à grand spectacle et hautement protocolaire puisque la fête nationale offrait à François Mitterrand l'occasion de réunir le G7 à la grande Arche de la Défense (d'où la double dimension, nationale et transnationale, de l'événement).

L'initiative concentre en quelques jours l'ensemble de la panoplie des modes d'action qui constituera bientôt la geste altermondialiste : une manifestation de 15 000 personnes le 8 juillet qui se conclut le soir même par un événement festif avec le concert donné par des chanteurs engagés depuis quelques années dans des opérations musicales humanitaires, un « sommet alternatif » qui connecte des thèmes jusque-là distincts et encense la « société civile » dans un mélange d'expertise et de témoignages des « victimes », et enfin un « Sommet de sept pays parmi les plus pauvres » qui se conclut par une « Déclaration finale ». On y trouve déjà « ce qui deviendra l'antienne de l'altermondialisme : réhabiliter la démocratie et la 'société civile' contre la dictature des marchés et contre la politique des grandes puissances » ainsi qu'une formule appelée à une grande fortune : « Penser globalement, agir localement » (Agrikoliansky, 2005). Pensée par Gérard Filoche et des compagnons de route de la LCR, la mobilisation réunit une coalition de groupes hétéroclites qui s'associeront à nouveau dans le montage d'événements altermondialistes : partis (LCR, PCF, ex-PSU, des libertaires et des Verts), syndicats (CGT, SUD-PTT, SNES et SNESup en particulier), regroupements de chercheurs militants comme l'Aitec, associations (Cimade, MRAP, LDH, Agir ici, Cedetim...). Elle témoigne de la recomposition de la mouvance tiers-mondiste qui, par le rapprochement de sa composante anti-

impérialiste, incarnée par le Cedetim, et de sa composante chrétienne (Peuple solidaire, Terre des hommes, CCFD), l'achemine vers le secteur, nouveau, de la « solidarité internationale ». Le rapprochement est symbolisé par la progressive convergence de l'ensemble de ces groupes dans le Crid, qui constitue l'une des fédérations centrales de l'altermondialisme français et lui confère deux inflexions : l'orientation développement (versus humanitaire) et l'expertise. Suite à « l'Appel de la Bastille » lancé alors par Renaud et Gilles Perrault en faveur du sud, se fondera l'année suivante le Comité d'annulation de la dette du Tiers-monde (CADTM). C'est lui qui importera en 1994 la campagne anglo-saxonne « FMI, Banque mondiale, OMC : 50 ans ça suffit », puis jouera un rôle majeur dans la campagne Jubilee 2000.

Le deuxième acte de cette sédimentation de cadre est lui rigoureusement domestique puisqu'il s'agit des grèves de novembre-décembre 1995 contre le plan du premier ministre Alain Juppé sur la réforme des retraites. L'hypothèse selon laquelle elles constitueraient « la première révolte contre la mondialisation » ne vient pas des rangs militants, mais de la plume du journaliste du quotidien *Le Monde*, Erik Izraëlewicz, dans un article du 7 décembre 1995. Quelques années plus tard pourtant, ils ont volontiers fait leurs son titre, à défaut de son analyse. L'intervention à leurs côtés du sociologue Pierre Bourdieu a fortement contribué à cette mise en récit puisqu'il y voyait le dernier rempart contre la « barbarie néolibérale » et exhortait à « réinventer l'internationalisme », à partir à « la reconquête de la démocratie contre la technocratie » et contre « la tyrannie des experts, type Banque mondiale ou FMI »⁷ (intervention à la gare de Lyon de Paris en décembre 1995), ou contre les « entreprises et les organisations européennes » (appel de juin 1999 « Pour un mouvement européen »). A partir d'une analyse d'un corpus de 700 tracts recueillis au cours des manifestations parisiennes, Jean Gabriel Contamin a ainsi repéré dans un tiers d'entre eux six topiques « altermondialistes » avant la lettre : mondialiste/internationaliste ; européenne/maastrichtienne ; financière (« dénonciations des lois du marché,

⁷ Pierre Bourdieu, « Contre la destruction d'une civilisation », in *Contre-feux*, Liber-Raisons d'Agir, 1998, p. 31. Il sera également présent au rassemblement de Millau de juin 2000.

de la Finance et de la Bourse ») ; financière/ maastrichienne « qui combine ces deux anti-sujets » ; impérialiste ; transnationale (2005, p. 245).

Contrairement aux grèves de 1995, les marches européennes contre le chômage et la précarité ne nécessitent ni mise en forme ni lecture rétrospective pour apparaître comme l'une des matrices du mouvement altermondialiste. Elles sont immédiatement conçues pour être européennes par l'association de syndicats et d'associations de sans-emploi, par les différents points de départ des cortèges et par leur point de convergence : la ville où se tient le sommet de l'Union européenne, Amsterdam, le 14 juin 1997. 50 000 personnes y défilèrent sous le slogan : « Un emploi c'est un droit, un revenu c'est un dû ». C'est AC ! qui en a pris l'initiative, en adéquation avec son objectif initial de servir de tête de pont entre les deux types d'organisations et à l'appui d'un appel aux accents anticapitalistes et internationalistes très radicaux. Seize groupes venus d'Europe ont répondu à l'appel.

Le démontage du Mac Donald's de Millau par la Confédération paysanne (CP), le 12 août 1999, restera sans doute le symbole du dernier cadre constitutif, en France, de l'altermondialisme, dont l'impact déborde des frontières nationales, par une autre famille recomposée de mouvement : les agriculteurs devenus « paysans ». La photographie de José Bové arborant ostensiblement ses mains menottées le projette ici comme ailleurs leader de la CP (fondateur ou porte-parole) et constitue l'une des illustrations de son habileté (et de celle de ses camarades) stratégique à monter non pas tant l'action que son retentissement, c'est-à-dire à transformer une action locale en un événement global.

LA LONGUE HISTOIRE D'UNE NOUVELLE CAUSE

Cette généalogie du mouvement altermondialiste français montre la variété extrême des acteurs le composant (ou s'y agrégeant), dont la plupart constitués antérieurement à l'émergence de la nouvelle cause. La comparaison des dynamiques constitutives de l'altermondialisme dans cinq Etats européens (Sommier et alii 2008) montre de son côté que les groupes pionniers ou moteurs diffèrent profondément d'un pays à l'autre mais ont ceci en commun

qu'ils ont participé à une réorganisation du paysage contestataire antérieure à la cause altermondialiste. Aussi, si l'on déplace légèrement le regard pour s'intéresser non plus aux dynamiques événementielles mais aux dynamiques structurelles, on remarque que l'émergence du mouvement dans chacun des pays étudiés obéit à des opportunités et des occasions nationales qui renvoient toujours aux dynamiques propres des champs politiques considérés.

Un mouvement de mouvements

L'étude de l'altermondialisme français offre une réponse à l'hypothèse de la radicale nouveauté de la nouvelle cause. Si l'on exclut les quelques organisations *ad hoc*, récemment créées pour précisément dénoncer les effets de la mondialisation économique et financière telles Attac, force est en effet de constater que le dit mouvement altermondialiste au singulier est composé de groupes les plus divers, tant du point de vue de leurs modes de structuration (syndicats, associations, observatoires ou clubs intellectuels et ONG) et de cultures militantes que de leurs causes, qui lui sont très largement antérieurs : des syndicats, les mouvements de "sans", les groupes de la gauche radicale, les écologistes et mouvements de protection de l'environnement, les associations humanitaires et de développement, les groupes de défense des droits de l'homme et de la femme.

On constate clairement l'étendue de cette ventilation chronologique en considérant la date de fondation d'une trentaine de groupes sélectionnés sur la base à la fois de leur investissement régulier dans les mobilisations altermondialistes et de leur objet initial de sorte à avoir une vue relativement fidèle de sa variété. Un quart d'entre eux ont été créés entre 1969 et 1989, et un autre après 1995, date charnière dans le paysage de la politique contestataire de notre pays. 21,8% apparaissent après 1998 et représentent le mouvement altermondialiste à proprement parler, c'est-à-dire la lutte contre la mondialisation néo-libérale, tandis que les groupes nés avant 1968, représentent 15,6% du total. Les organisations spécialisées dans la dénonciation du néolibéralisme, et par voie de conséquence de création récente comme Attac fournissent le gros des participants mais elles sont en minorité parmi les groupes qui prennent en charge les événements. Ainsi par exemple le *Comité d'initiatives français* organisant le second FSE comprenait 300

groupes, dont 76 syndicats, 24 OSI, 21 titres de presse ou think tanks, 14 groupes environmentalistes ou écologistes, etc. (Agrikoliansky, Sommier 2005: 291).

Ce caractère hybride se retrouve évidemment au niveau des militants (Agrikoliansky, Sommier 2005). Les multi-appartenances révèlent au 2^e FSE un pôle central structuré autour des associations altermondialistes (comme Attac) et composé d'organisations écologistes, de défense des droits de l'homme et de développement. Cet ensemble condense près de la moitié des appartenances déclarées, de sorte qu'il constitue une sorte de centre de gravité de la nébuleuse des altermondialistes. Les participants déclarent appartenir en moyenne à 2,4 organisations dont 1,5 de façon active. 40% d'entre eux militent dans les groupes altermondialistes stricto sensu comme Attac, mais toujours en combinaison avec d'autres affiliations. 35% adhèrent à un syndicat, 26% à une organisation humanitaire, 26% à une organisation de défense des droits de l'homme, 23% à un groupe pacifiste 19% à une organisation environnementaliste, 17% à un parti, 16% à une organisation antiraciste et 16% à une organisation de solidarité. La hiérarchie des appartenances change radicalement pour les jeunes : les syndicats qui occupaient la deuxième place dans l'échantillon global ne sont qu'au 15^{ème} rang, tandis que de façon logique, les mouvements étudiants et de jeunesse sont dominants, suivis des groupes pacifistes et autonomes.

La ré-organisation de l'espace militant

La spécificité de la nébuleuse altermondialiste française tient à son orientation fortement sociale. Elle s'explique par le profil des pionniers qui, à la charnière des années 1980-90, ravive la question sociale : associations dites de « sans » (sans travail, sans logis ou mal logés, sans papiers, sans droits) et nouveaux syndicats, radicalisés, les SUD (pour Solidaires, Unitaires et Démocratiques). C'est sous son égide qu'ils vont impulser des luttes essentielles à la réorganisation de la politique protestataire qui rendra possible le développement de l'altermondialisme.

L'émergence des associations de « sans » vient mettre en scène la mobilisation, réputée pourtant improbable, de « groupes à faibles ressources »,

par des actions à très forte visibilité comme les squattages d'immeubles par les sans-logis, les occupations d'ASSEDIC par des chômeurs, ou encore les marches contre le chômage des printemps 1994, 1997 et 1999. Ces groupes ont en commun leur position revendiquée d'être à la « marge », de donner la parole à ceux qui en seraient privés (et plus largement privés de représentation) : les personnes en situation de précarité économique et sociale. Par leur existence même, ils pointent du doigt les insuffisances du syndicalisme traditionnel à représenter les exclus du rapport salarial et plus largement, à défendre les plus fragiles, et contribuent ainsi à redessiner le paysage syndical, notamment en provoquant la réactivation, par la CGT, de ses comités de chômeurs qui vont conduire, en parallèle des associations puis avec elles, le « Mouvement des chômeurs » de l'hiver 1997-98. AC ! joue un rôle essentiel dans cette mise en relation des deux familles de mouvements.

La période est également marquée par une modification en profondeur du paysage syndical en raison de l'apparition de nouveaux regroupements professionnels dont les plus importants, pour le sujet qui est nous intéresse, sont les SUD comme SUD-PTT, fondé en 1988, et SUD-Rail né en 1996 à la suite du mouvement de grèves de novembre – décembre 1995. A la fin des années 1990, on compte au total une trentaine de SUD qui rejoignent l'Union syndicale « Solidaires » regroupant 80 000 adhérents avec une plate-forme revendicative clairement radicale : appel au regroupement des « forces antilibérales », dénonciation de l'économie de marché, défense du service public, inscription de thématiques écologistes... Tout comme la Confédération paysanne créée en 1987, ces jeunes syndicats ne sauraient être réduits à la critique des confédérations syndicales existantes. Ils ont l'ambition de renouveler le syndicalisme en l'enrichissant des thématiques et des pratiques militantes des « Nouveaux mouvements sociaux » de l'après-68, en cherchant à lier les luttes dans et hors travail et à renouveler le répertoire d'action pour le rendre plus attractif et moins routinier. La priorité donnée à l'efficacité immédiate des luttes, la sensibilité aux questions sociétales, une organisation plus souple et plus horizontale que celle des confédérations traditionnelles sont les clefs de leur succès, en particulier auprès des jeunes salariés très qualifiés du secteur public. Elles leur confèrent également une plus grande réactivité et une capacité d'alliances facilitée avec d'autres groupes qui ont été essentielles au développement des mobilisations altermondialistes.

L'attrait pour l'international dont ces pionniers font preuve semble correspondre à des stratégies de positionnement politique propres à des acteurs soucieux d'améliorer leur position et d'accroître leurs ressources. Aussi n'est-il pas étonnant de constater que le recours à l'international est moins le fait des acteurs centraux des champs protestataires nationaux, que le produit de la reconversion d'acteurs aux positions et aux ressources marginales qui cherchent dans l'ouverture des arènes européennes ou internationales une voie nouvelle pour exprimer leurs revendications, pour valoriser leurs ressources spécifiques et en acquérir de nouvelles. Les *outsiders* des champs syndicaux (salariés et agriculteurs) ou de l'aide internationale (les tiers-mondistes) trouvent dans cette nouvelle cause une façon de contourner la fermeture de leurs espaces institutionnels respectifs ou d'échapper à la domination de groupes concurrents qui les avaient relégués à des rôles secondaires.

Encore faut-il que ces stratégies de reconversion soient rendues possibles ou à tout le moins facilitées par les recompositions des espaces protestataires et plus généralement politiques, lesquelles, par la fluidité qu'elles instaurent, ouvrent de nouvelles marges de jeu. C'est ainsi qu'en France comme ailleurs (Sommier et al. 2008), l'engouement pour la nouvelle cause reflète un changement d'équilibre et par conséquent d'alliances entre les partis de gauche, les forces syndicales et les associations dites de « mouvement social ». Un facteur essentiel de recomposition de l'espace protestataire vient en effet des expériences, décevantes pour les militants, de la gauche au pouvoir et des choix politiques qui sont faits, délaissant voire abandonnant clairement le pacte constitutif du mouvement ouvrier entre partis (socialistes ou sociaux-démocrates) et syndicats. Dans ce contexte, aggravé par la crise sociale et un net déclin des conflits du travail, ces derniers sont en quelque sorte obligés de se tourner vers de nouveaux groupes contestataires, y compris critiques à leurs égards. En ce sens, c'est bien la dynamique compétitive entre mouvements nationaux qui est à l'origine de l'attrait, fluctuant et réversible, pour des enjeux et des formes d'action internationaux.

Au-delà de ce qui fonde historiquement et conjoncturellement l'appétence pour se revendiquer « international », l'on observe des variations notables d'investissement à ce niveau, en fonction là encore d'occasions

proprement nationales. À considérer l'évolution, par pays, du mouvement altermondialiste depuis son apparition, il apparaît clairement que son orientation transnationale n'est en rien constante. Bien au contraire, on constate, par exemple en Allemagne ou en France, que depuis 2003-2004, ses acteurs centraux aussi bien que ses thématiques délaissent quelque peu l'activisme international pour se recentrer sur l'activisme domestique. Or cet investissement changeant d'échelles est, là encore, lié ou déterminé par des stratégies organisationnelles par nature nationale, comme en Allemagne, la mobilisation contre la réforme Schröder « Agenda 2010 ». La « marque » peut rester mais elle est déclinée sur des enjeux immédiats et proches, et demeure dans des frontières strictes. Là réside d'ailleurs peut-être l'une des originalités de la cause dont les contours sont suffisamment fluides pour permettre le jeu d'échelles, du plus « global » au plus « local » avec des acteurs identiques et une grille interprétative qui peut être découplée à l'infini.

Le cas français est paradigmatique à cet égard dès l'automne 2004, soit un an après l'année 2003 pourtant faste en épisodes altermondialistes dans notre pays avec la mobilisation anti-G8 d'Evian au printemps et l'organisation du deuxième Forum social européen en novembre. C'est la gauche mouvementiste qui impose le débat à travers l'appel pour un « non » de gauche lancé en octobre 2004 en vue de la campagne référendaire sur le Traité constitutionnel européen (TCE). Ce débat sur un sujet certes européen va absorber les énergies militantes et publiciser leur fracture avec les élites notamment politiques massivement favorables, elles, au traité (à l'exception de quelques formations). On retrouve aux côtés du PCF et de la LCR une grande partie des organisations dont il a été question jusqu'ici, comme la CP, la Fondation Copernic, l'Apeis, etc. Des collectifs se montent un peu partout : on en compte 130 début février 2005, 500 en mars, 800 en avril, réunissant 150 000 personnes, pour finir à un millier à la veille du référendum. Un vrai travail de mobilisation s'organise autour, notamment, d'Attac et de la Fondation Copernic : tenue de réunions publiques (1500 entre octobre 2004 et mars 2005), collage de 60000 affiches, opérations de tractage. Au total, 63% des organisations françaises participant à la nébuleuse altermondialiste se sont activement engagées pour le non au TCE et 64% des salariés du secteur public ont voté contre. Le succès du non (qui l'emporte avec près de 55% des suffrages exprimés) produit l'euphorie dans les rangs militants et conduit à

poser la question d'un débouché politique aux luttes sociales au travers d'une candidature unitaire de la « gauche de la gauche » pour les Présidentielles de 2007. Ce réinvestissement sur l'espace national à partir de la campagne contre le TCE, puis dans la perspective des Présidentielles de 2007, n'a pas été couronné de succès – c'est un euphémisme. Pour les six formations politiques à la gauche du PS présentes en ordre dispersé, la déroute est totale avec seulement 10,57% des suffrages exprimés, que n'explique pas seulement le réflexe du vote utile dès le premier tour en faveur de Ségolène Royal.

Ce parcours français de la protestation anti-globalisation montre bien que l'on n'a pas à faire à « un » mouvement transnational, mais à une mosaïque, une nébuleuse de mobilisations marquées par l'histoire et la spécificité de leurs ancrages nationaux, qui se rallient temporairement au label polysémique de la « lutte contre la mondialisation néo-libérale » et/ou du combat pour une « justice globale » et, suivant les enjeux, déploient leurs activités à l'échelle locale ou transnationale.

Bibliographie citée dans le texte

- AGRIKOLIANSKY, E. (2005), « Du tiers-mondisme à l'altermondialisme : genèse(s) d'une nouvelle cause » in Agrikoliansky E., Fillieule O., Mayer N. (dir.), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Flammarion, Paris.
- AGRIKOLIANSKY, E., SOMMIER I. (dir.) (2005), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, La Dispute, Paris.
- CONTAMIN J-G. (2004), « Les grèves de décembre 1995 : un moment fondateur ? », in Agrikoliansky E., Fillieule O. et Mayer N. (dir.), *L'altermondialisme en France*, Flammarion. Paris.
- FILLIEULE, O. et alii, « L'Altermondialisme en réseaux », *Politix*, vol. 17, n°68, Décembre 2004, p. 13-48.
- SOMMIER, I., FILLIEULE O., AGRIKOLIANSKY E. (eds) (2008), *Généalogie du mouvement antiglobalisation en Europe. Une perspective comparée*, Paris, Karthala.
- SOMMIER I. (2003), *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, Champs.
- TARROW, S. (1995), "Cycles of Collective Action : Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention", in Traugott, Mark (ed), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Duke University Press, Durham and London.